



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Gendarmerie nationale

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)**

**REMPLACEMENT ET REFECTION DES GARDE-CORPS DE DU  
CENTRE DE COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA  
GUYANE AU PROFIT DU COMMANDEMENT DE LA  
GENDARMERIE DE GUYANE (973)**

**MAPA n°2025-2025-003**

**MARCHE A PROCÉDURE ADAPTE**

**Soumis aux dispositions de l'article R.2123-1 du code de la commande publique**

La procédure utilisée est celle de l'article L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

**Commandement de la gendarmerie de  
Guyane**

Caserne de la Madeleine  
1296 route de la Madeleine  
CS 96005  
97306 Cayenne Cedex  
Téléphone : 05 94 29 28 26  
[www.gendarmerie.interieur.gouv.fr](http://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr)

## Lexique des acronymes dans le batiment

### Acronymes administratifs et contractuels

CCAP - Cahier des Clauses Administratives Particulières: Règles administratives spécifiques d'un marché

CCTP - Cahier des Clauses Techniques Particulières: Spécifications techniques détaillées des travaux

CCAG - Cahier des Clauses Administratives Générales: Clauses administratives standard (ex. CCAG Travaux)

DCE - Dossier de Consultation des Entreprises: Ensemble des documents remis pour un appel d'offres

DPGF - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire: Détail du prix forfaitaire d'un marché

BPU - Bordereau des Prix Unitaires: Liste de prix par unité (utilisé dans marché de prix unitaires)

DGD - Décompte Général Définitif: Bilan financier final du marché

OS - Ordre de Service: Document officiel lançant ou modifiant une phase des travaux

PV - Procès-Verbal: Document constatant un fait (réunion, réception, réserve...)

### Acronymes techniques et chantiers

G.O. - Gros Oeuvre: Travaux structurels (maçonnerie, fondations, béton...)

S.O. - Second Oeuvre: Travaux de finition (cloisons, électricité, plomberie...)

DTU - Document Technique Unifié : Normes de mise en oeuvre reconnues par les pros

DOE - Dossier des Ouvrages Exécutés: Dossier remis en fin de chantier (plans, fiches techniques...)

DIAG - Diagnostic: études obligatoires avant travaux ou vente

GPA - Garantie de Parfait Achèvement: Garantie d'un an après la réception

GTD - Garantie de bon fonctionnement: Garantie de 2 ans sur les équipements dissociables

GARDEC - Garantie Décennale: Responsabilité de 10 ans sur les ouvrages

### Acronymes professionnels et sécurité

MOA - Maître d'Ouvrage: Le client, celui qui commande les travaux

MOE - Maître d'Oeuvre: Responsable de la conception et du suivi

OPC - Ordonnancement, Pilotage, Coordination: Coordonne les entreprises et le planning

CSPS - Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé Obligatoire pour les chantiers avec coactivité

SPS - Sécurité et Protection de la Santé: Mesures de prévention sur le chantier

DT / DICT - Déclaration de Travaux / d'Intention de Commencement de Travaux: Obligatoire avant travaux proches de réseaux

PPSPS - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé : Document de sécurité chantier (entreprises)

## Table des matières

.....	3
2 / OBJET DU MARCHÉ - TRANCHES ET LOTS.....	4
3 / DONNEURS D'ORDRES.....	4
Maitre d'ouvrage : COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE GUYANE.....	4
Maitre d'œuvre TCE : IET.....	4
4 / MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	4
5 / CONTRÔLEUR TECHNIQUE.....	4
6 / COORDONATEUR SPS.....	5
7 / BET TCE.....	5
8 / LE MARCHÉ.....	5
8/ REPRÉSENTATION DES PARTIES - COMMUNICATION ENTRE ELLES.....	6
9/ DOCUMENTS A ÉTABLIR PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION.....	7
10/ CONDITIONS TECHNIQUES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	8
11/ RÉMUNÉRATION DE L'ENTREPRENEUR.....	8
12/ DÉLAIS.....	11
13/ MODIFICATIONS AUX TRAVAUX.....	13
14/ COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS.....	13
15/ HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER - RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR VIS À VIS DES OUVRIERS ET DES TIERS.....	13
16/ DÉPENSES D'INTÉRÊT COMMUN.....	14
17/ CONDUITE DES TRAVAUX.....	15
18/ ÉVACUATION DES CHANTIERS.....	15
19/ RÉCEPTION.....	16
20/ GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT.....	16
21/ PAIEMENT.....	16
22/ CONTESTATION.....	18
23/ RÉSILIATION.....	18
24/ ASSURANCES ET DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
25/ DÉROGATION.....	19

### 1 / GÉNÉRALITÉS

Les prestations décrites au présent CCAP ont pour objet la réalisation des travaux de garde-corps pour les logements du commandement de la Gendarmerie de Guyane situés au 1296 route de la Madeleine à Cayenne.

## 2 / OBJET DU MARCHE - TRANCHES ET LOTS

Il est précisé aux entreprises que tous les ouvrages doivent être traités en **prix global et forfaitaire**. Le prix forfaitaire rémunère le titulaire pour un ensemble de prestations, un ouvrage ou une partie d'ouvrage définis dans le marché et cela indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le CCTP. Chaque ouvrage sera chiffré dans la **DPGF** et réalisé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et suivant les indications du présent document.

**Le prix global et forfaitaire remis par l'entrepreneur comprend toutes les fournitures, main d'œuvre et matériels, frais de transport et frais annexes nécessaires à la fabrication et la mise en place de tous les ouvrages.**

Le présent marché est passé conformément aux dispositions de l'article L2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et l'article R2123-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. et est composé d'une seule tranche en un seul corps d'état.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché de travaux sont répartis comme suit :

- LOT 1 : Garde-corps

## 3 / DONNEURS D'ORDRES

**Maître d'ouvrage :**                   **COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE GUYANE**  
1296 Route de la Madeleine  
97300 CAYENNE

**Maître d'œuvre TCE :**           **IET**  
**IET**  
484 ROUTE DE MONTJOLY - 97354 REMIRE-MONTJOLY  
Tel 05 94 35 26 07 – Mob 06 94 23 40 08  
Mail : [iet@iet-ing.fr](mailto:iet@iet-ing.fr) & [dimitri.sz@iet-ing.fr](mailto:dimitri.sz@iet-ing.fr)

## 4 / MAÎTRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est **LE COMMANDEMENT DE GENDARMERIE DE GUYANE** représenté par **le commandant de la gendarmerie de Guyane, représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)** pour tous les actes d'exécution du marché et en particulier pour prononcer la réception des travaux.

## 5 / CONTRÔLEUR TECHNIQUE

L'entreprise agréée, habilitée pour remplir la mission de contrôleur technique pour cette opération est

**En consultation**

## 6 / COORDONATEUR SPS

L'entreprise agréée, habilitée pour remplir la mission de coordonateur SPS pour cette opération est :

## 7 / BET TCE

Les plans d'exécution sont à la charge des entreprises sélectionnées.

## 8 / LE MARCHÉ

### ***Pièces constitutives***

Les documents constituant le marché sont :

- L'acte d'engagement ;
- La décomposition du prix global forfaitaire du montant de travaux avec le bordereau de prix unitaires ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG/TVX), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, non joint aux pièces du marché mais dont le titulaire atteste avoir pris connaissance.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les plans et pièces graphiques.
- Le calendrier général des travaux
- L'échéancier des paiements, le cas échéant.

### ***Sont annexés au marché, mais n'en font pas partie :***

- Tous les documents préparatoires fournis par le maître d'ouvrage, notamment les DPGF (cadres quantitatifs) non contractuels et fournis à titre indicatif dans le dossier de consultation.
- Le schéma d'organisation du chantier si nécessaire.

### ***Ordre dans lequel prévalent en cas de contradiction les documents du marché :***

- Acte d'engagement et la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- CCAP
- CCTP
- Pièces graphiques (plans et dessins)
- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG/TVX), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, non joint aux pièces du marché mais dont le titulaire atteste avoir pris connaissance.
- Calendrier général et Planning cadre des travaux

### ***Conclusion du marché :***

Le marché est conclu par l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'engagement présenté par l'entrepreneur.

Le marché est prévu à prix forfaitaire global.

Le marché est prévu pour être passé soit en entreprise générale, soit en groupement d'entreprises conjointes ou encore en en lots séparés, selon le cas.

La liste des lots est la suivante :

- LOT 1 : Garde-corps

### ***Fourniture des documents du marché :***

Les documents qui constituent le marché sont fournis par l'une ou l'autre des parties contractantes dans les conditions suivantes :

#### ***Qui fournit les documents ?***

- La déclaration de travaux est à la charge du titulaire du marché (par dérogation à l'article 31.3 du CCAG/TVX).
- Le CCAP, et le Descriptif sont fournis par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur.
- Le calendrier général est fourni par le maître d'ouvrage.
- Les détails complémentaires d'exécution autres que ceux relatifs à la structure et qui ne figurent pas dans le dossier de consultation sont fournis par l'entrepreneur

- Le programme des travaux comprenant le calendrier d'exécution est fourni par l'entrepreneur.
- Les autres documents sont établis par l'une ou l'autre des parties.
- Les documents du marché seront édités en deux originaux avec une copie pour la maîtrise d'oeuvre.

*Obligation des parties :*

Dans le cas de changement dans la nature des ouvrages, chacune des parties en ce qui la concerne devra faire connaître en temps utile, les modifications à apporter aux documents suivants :

- Descriptifs des ouvrages
- Plans et dessins
- Calendrier d'exécution
- Le cas échéant, montant des travaux.

***Sous-traitance***

Conformément à l'article R2193-1 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du RPA l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

***En cas de sous-traitance non déclarée et/ou non approuvée par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire (art 46.3 du CCAG/TVX).***

***Infractions :***

Si l'entrepreneur a manqué aux obligations ci-dessus, le maître d'ouvrage peut soit exiger l'exécution complète du marché par l'entrepreneur titulaire, soit prononcer la résiliation de son marché conformément à l'article 50.3 du CCAG/TVX.

***Obligation de confidentialité***

Il est fait application de l'article 5 du CCAG Travaux/PI.

Les co-traitants et les sous-traitants sont soumis aux mêmes règles.

***Assurances***

Le titulaire devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date d'accusé de réception de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

## **8/ REPRÉSENTATION DES PARTIES - COMMUNICATION ENTRE ELLES**

***Maître d'ouvrage :***

Le maître d'ouvrage est une personne publique, à savoir le commandement de la Gendarmerie de Guyane, représenté par le commandant de la Gendarmerie de Guyane, représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.).

Plus d'information à l'article 4.

***Groupement d'opérateurs économiques :***

Conformément à l'article 3.5. du CCAG/TVX, le membre du groupement d'opérateurs économiques désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations

contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date de fin du délai de garantie, définie à l'article 44.1, à laquelle ces obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres opérateurs du groupement.

#### ***Sous-traitance :***

Conformément à l'article 3.6. du CCAG/TVX, en cas de sous-traitance directe, le sous-traitant direct est le sous-traitant du titulaire ou, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le sous-traitant de l'un des membres du groupement.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé entrepreneur principal du sous-traitant indirect.

#### ***Communications par écrit et notifications :***

Les communications et notifications entre les contractants se font dans les formes et délais prévus dans les différents documents du marché. A défaut de dispositions particulières, elles sont faites par écrit, datées et signées. Les communications et notifications de l'entrepreneur sont adressées au maître d'ouvrage avec copie au maître d'oeuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot, ou le mandataire dans le cas d'entrepreneurs groupés, doit posséder obligatoirement un mail en état de marche permettant la communication des pièces écrites.

L'acceptation de l'engagement, les notifications, les mises en demeure ainsi que toutes les communications dont l'exécution est liée à un délai par les pièces du marché, sont valablement faites par lettre recommandée avec avis de réception. Les délais courent à compter du lendemain de la date portée sur l'avis de réception.

#### ***Présence aux rendez-vous de chantier***

L'entrepreneur ou le mandataire commun, ou le représentant unique est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'oeuvre ou d'y déléguer une personne qui a pouvoir pour donner sur-le-champ les ordres nécessaires sur le chantier.

Sauf convention spéciale, cette obligation s'entend pour l'entrepreneur pendant la période commençant 15 jours avant le début de ses travaux sur le chantier et se terminant 15 jours après la fin de ses travaux.

La fréquence des rendez-vous de chantier est au minimum d'une (1) par semaine. La fréquence des réunions et les dates sont déterminées par accord amiable entre les parties et peuvent être modifiées selon les besoins et l'état d'avancement des travaux.

L'absence non justifiée à une réunion de chantier pour un entrepreneur dûment convoqué est assujettie à une pénalité de 75 € par réunion.

## **9/ DOCUMENTS A ÉTABLIR PENDANT LA PÉRIODE DE PRÉPARATION**

Pendant la période de préparation dont le délai est fixé à un mois, et aux échéances prescrites s'il y a lieu par les documents particuliers du marché, l'entrepreneur doit établir et communiquer au maître d'ouvrage :

- les détails complémentaires d'exécution
- le schéma d'organisation de chantier
- le calendrier d'exécution
- les études et plans spécifiques
- tous les autres documents qui pourraient lui être demandés.

L'entrepreneur doit intervenir en temps opportun auprès du maître d'ouvrage et du maître d'oeuvre pour obtenir les renseignements nécessaires à l'établissement des documents qu'il doit fournir.

L'entrepreneur ne saurait être tenu responsable des dépassements d'échéance au cas où les informations requises par lui en temps voulu, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Si les documents cités précédemment ne sont pas fournis par l'entrepreneur, de son fait, dans le délai prescrit, les dispositions relatives à la contestation et à la résiliation sont applicables.

Si le maître d'ouvrage conteste la valeur des documents qui lui ont été remis, il dispose, à partir de la date de remise, de 30 jours pour en informer l'entrepreneur.

## **10/ CONDITIONS TECHNIQUES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### ***Fournitures et travaux :***

Sauf dérogations, l'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions des DTU existants suivants :

- cahiers des clauses techniques
- prescriptions provisoires ou techniques isolées ayant valeur de CCT
- règles de calculs.

Les fournitures doivent répondre aux spécifications des normes françaises existantes.

Les DTU et normes applicables sont ceux dont le mois de prise d'effet figurant sur le document est antérieur de 3 mois à celui du lancement de la consultation, sauf indication contraire dans les normes et DTU.

### ***Matériaux et procédés non traditionnels :***

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements nouveaux est subordonné, soit à un avis technique délivré, soit à un accord expressément constaté des parties.

### ***Choix et qualité des fournitures :***

L'entrepreneur est responsable de la fourniture de matériaux et de leur mise en œuvre jusqu'à la réception de l'ouvrage réserves levées.

En conséquence, à moins de prescription contraire des documents particuliers du marché, le maître d'ouvrage ne peut imposer à l'entrepreneur de l'approvisionner en matériaux et fournitures à des fournisseurs qu'il désigne, ni imposer l'emploi de matériaux et fournitures lui appartenant. Toutefois, après accord entre les parties, il peut être envisagé que le maître d'ouvrage fournisse des objets et appareils spéciaux. Dans ce cas l'entrepreneur doit demander et requérir en temps utile les instructions nécessaires pour leur commande. En tout cas, l'entrepreneur conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux fournis par le maître d'ouvrage, ne présentant pas les conditions de qualité correspondant à leur destination.

### ***Constatations d'erreurs ou d'omissions dans les documents :***

Avant la mise en route et au cours des travaux, l'entrepreneur doit appeler l'attention du maître d'ouvrage sur les inconvénients, les vices ou malfaçons qui pourraient résulter des erreurs ou omissions qu'il est amené à constater dans les documents qui lui ont été remis et des ordres qu'il a reçus.

### ***Études spéciales :***

Aussitôt après la signature du marché, l'entrepreneur doit établir et soumettre à l'approbation du maître d'œuvre toutes les études spéciales à sa profession entrant dans le cadre du marché, nécessaires à la bonne marche des travaux, et il doit les communiquer, lorsque cela est utile aux autres entreprises intéressées.

## **11/ RÉMUNÉRATION DE L'ENTREPRENEUR**

### ***Prix du marché :***

Les prix du marché ne peuvent être modifiés que par voie d'avenant.

Les prix du marché sont hors TVA et réputés établis en tenant compte de toutes les circonstances de l'implantation, des particularités du projet, des sujétions dues aux travaux exécutés par les compagnies concessionnaires et services publics ainsi que celles des divers organismes de sécurité, de vérification et de contrôle technique, et des délais et rémunèrent



l'entrepreneur de tous ses débours, charges et obligations, ainsi que celles des dépenses d'intérêt commun mises à sa charge.

L'exécution d'ouvrages différents de ceux prévus au marché n'ouvre aucun droit à paiement supplémentaire sous réserve que ces travaux aient été préalablement acceptés.

L'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité de la part du maître d'ouvrage pour pertes, avaries ou dommages occasionnés par sa négligence, son imprévoyance ou ses fausses manoeuvres, pas plus que pour ceux occasionnés par le fait de tiers ou de phénomènes naturels.

Les prix ne rémunèrent pas les dépenses afférentes à l'intervention du contrôleur technique ni à celle du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé directement prises en charge par le maître de l'ouvrage.

Il est notamment précisé à cet égard que :

- Toutes ambiguïtés ou imprécisions constatées après la signature du marché entre les différents corps d'état et n'apparaissant pas dans les documents contractuels, plans, devis descriptif, etc..., seront réglés par l'entreprise dans le cadre du marché.
- L'entreprise est réputée, avant la remise de son offre :
  - Avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites et lieux et des terrains d'implantation, des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
  - Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,
  - Avoir tenu compte des mesures de l'article 28.3 du CCAG/TVX relative à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs,
  - avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des terrains (couche superficielle, venues d'eau, etc...), à l'exécution des travaux à pied d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication, de transport, lieux d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eaux, installations de chantiers, éloignement des décharges publiques ou privées, accès et pistes de chantiers, etc...)

#### ***Force majeure, pertes et avaries :***

Conformément à l'article 17 du CCAG/TVX, Il n'est alloué au titulaire aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses

manoeuvres.

Le titulaire doit prendre à ses frais, risques et périls les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements et les matériels et installations de chantier ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions

de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

Conformément à l'article 17.3. du CCAG/TVX, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, le titulaire est indemnisé pour le préjudice subi, à condition :

- qu'il ait pris, en cas de phénomène naturel, toutes les dispositions découlant de l'article 17.2 ;
- qu'il ait signalé immédiatement les faits par écrit au maître d'ouvrage.

Aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée au titulaire pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites suivantes :

NATURE DU PHÉNOMÈNE	INTENSITÉ ET DURÉE LIMITES
NEIGE	NÉANT
GEL	NÉANT
VENT	18 m/S maximum
PLUIES	30 mm / jour 100 mm / 7 jours glissants
IMPRATICABILITE	Sur constat d'événement dressé par le maître d'œuvre

Les informations météorologiques seront recueillies auprès des services météorologiques de la station la plus proche du chantier.

Ces journées d'intempéries issues du bulletin de la météorologie devront être présentées par l'entreprise pour constatation et portées hebdomadairement sur le compte-rendu de rendez-vous de chantier. Ils devront être confirmés par la maîtrise d'oeuvre dans un délai de huit (8) jours après leurs constats.

#### **Application de la T.V.A.**

Sans objet car pas de TVA en Guyane

#### **Variation de prix :**

L'indice de prix pour la variation des prix pour le lot VRD est le TP01.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### **Les prix :**

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées ci-après.

#### **Modalités d'actualisation du prix.**

Le coefficient d'actualisation applicable pour le calcul de l'acompte du mois "n" est donné par la formule :

$$P = P_0 \times \frac{(BT_n - 3)}{B_{T0}}$$

Dans laquelle BT<sub>n</sub> et B<sub>T0</sub> sont les valeurs de l'index de référence prises respectivement au mois "n" et au mois zéro

Le mois "n" est le mois d'exécution des prestations.

#### **Mois d'établissement des prix du marché :**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la remise de l'offre.

#### **Choix des index de référence :**

Les index de référence choisis (index nationaux) sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la remise de l'offre pour les indices publiés mensuellement, et celles du 15 du mois précédant la remise de l'offre pour les autres.

### ***Pénalités de retard :***

Les stipulations du CCAG/Travaux sont applicables. Il incombe au titulaire de signaler à la personne publique, avant l'expiration du délai d'exécution des prestations, les causes qui, n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché. Dans ce cas, il appartient au titulaire de présenter à la personne publique une demande de prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG/TVX, il ne sera accordé aucune exonération systématique de pénalités lorsque leur montant est inférieur à mille euros (1 000,00€).

Le point de départ de la période d'application des pénalités s'entend du lendemain du jour de l'expiration du délai contractuel de présentation des prestations.

Toutes pénalités et primes sont calculées sur le montant HT du marché initial

### ***Retard dans l'exécution des travaux.***

Les dispositions suivantes sont appliquées, en cas de retard dans l'exécution des travaux mesuré par rapport au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué.

### ***Retard sur le délai d'exécution propre au marché considéré.***

Il est fait application de la pénalité journalière indiquée ci-après.

### ***Retard sur des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.***

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'oeuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-après.

Cette retenue peut être transformée en pénalité définitive si l'une des deux situations suivantes est constatée :

- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son marché ;
- l'entrepreneur bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des travaux relatifs aux autres marchés.

### ***Montants de pénalités et retenues :***

Il sera de 1/3000 du montant de l'ensemble du marché initial augmenté des avenants éventuels avec plafond de 10 % du montant du marché. Il est calculé par jour ouvrable (lundi à samedi).

### ***Retard dans la remise des documents.***

En cas de retard dans la remise des documents d'échantillons par rapport à la date prévue au calendrier correspondant, il pourra être appliqué une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard et par objet, déductible des décomptes mensuels du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre et indépendamment des pénalités encourues pour retard de travaux qui pourraient en résulter.

Lorsque les entreprises sont à l'origine du retard apporté à l'élaboration des documents demandés par le maître d'oeuvre au titre du projet (non-participation aux réunions, non remise de documents ou de renseignements) et, si les mesures coercitives prévues au présent CCAP et CCAG Travaux ne permettent pas d'y remédier, le maître d'oeuvre pourra être amené à se substituer aux entreprises défaillantes. Dans ce cas, les frais engendrés par cette situation seront mis, par le maître d'ouvrage, à la charge des entreprises concernées.

### ***Prime pour avance.***

Il n'est pas prévu de prime pour réalisation anticipée (article 19.4 du CCAG/TVX).

## **12/ DÉLAIS**

Sont pris en considération les délais de préparation et les délais d'exécution.

### ***Délai de préparation***

**Le délai de préparation est fixé à 1 mois**, à partir du lendemain du jour de la notification à l'entrepreneur de la conclusion de son marché.

### ***Délai d'exécution***

**Le délai global d'exécution est à définir avec le MOA selon le calendrier d'intervention**, à partir de l'ordre de service notifiant à l'entrepreneur de commencer les travaux.

Le délai d'exécution inclut les jours de congés et d'intempéries

### ***Calendrier prévisionnel d'exécution.***

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai global, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après. Ils partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier.

Le délai global d'exécution des travaux part à compter de l'ordre de service de commencer les travaux du **Lot 01 : Gros œuvre**

L'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur titulaire du **lot 01** de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance des entrepreneurs chargés des autres marchés.

### ***Prorogation du délai d'exécution.***

#### ***Modification de travaux et travaux imprévus :***

Le délai d'exécution des travaux pour chacun des marchés peut être prorogé d'un nombre de jours fixé par décision du maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'oeuvre et sur justification de l'entrepreneur.

#### ***Intempéries et autres causes :***

Le délai est prolongé de la durée des empêchements de force majeure, des jours fériés ou chômés inhabituels, des jours de grève générale de la profession ou des corps d'état dont les travaux de la profession dépendent, au lieu d'exécution des travaux, à l'exclusion des jours de grève propres à l'entreprise en particulier.

#### ***Retard de paiement :***

En aucun cas, un entrepreneur ne peut suspendre les travaux pour défaut de paiement sans avoir prévenu par lettre recommandée le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre, au moins quinze jours à l'avance.

Le maître d'ouvrage est responsable des conséquences de toute interruption résultant de la non-observation des ses obligations et, en particulier, des répercussions qu'elle pourrait avoir sur l'exécution des travaux.

#### ***Retard dans les formalités ou ordres de services :***

Les délais seront prolongés en conséquence et le maître d'ouvrage supportera vis à vis de l'entrepreneur, sauf son recours contre qui il appartiendra, les conséquences des retards non imputables à l'entrepreneur notamment :

- Les retards apportés à l'accomplissement des formalités administratives qui incombent au maître d'ouvrage
- Les retards résultants d'ordres de services ayant pour effet de ralentir ou de suspendre les travaux sauf si ces ordres de service sont motivés par une mauvaise exécution des travaux.
- Les retards causés par un défaut d'ordres de service si l'entrepreneur les a demandés par écrit ou en a fait constater le défaut.

#### ***Prolongation résultant du décès ou de la résiliation d'un des entrepreneurs :***

Le délai d'exécution sera prolongé de l'incidence de la durée de mise en place du nouveau dispositif adopté pour remplacer l'entrepreneur décédé ou défaillant.

#### ***Retard imputable à l'entrepreneur :***

Tout retard d'exécution effectif ou prévu sera signalé par écrit au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre en temps utile pour permettre l'examen des causes du retard et si nécessaire, la modification du tableau d'avancement des travaux. En ce qui le concerne l'entrepreneur indiquera les mesures qu'il compte prendre pour pallier ce retard.

### **13/ MODIFICATIONS AUX TRAVAUX**

Le titulaire ne peut, de lui-même, apporter de changement aux stipulations techniques prévues par le marché.

Le maître d'œuvre peut accepter, après accord du maître d'ouvrage, les changements proposés par le titulaire. Les stipulations suivantes sont alors appliquées pour le règlement des comptes :

- si les dimensions ou les caractéristiques des ouvrages sont supérieures à celles que prévoit le marché, les métrés restent fondés sur les dimensions et caractéristiques prescrites par le marché et le titulaire n'a droit à aucune augmentation de prix ;
- si elles sont inférieures, les métrés sont fondés sur les dimensions constatées des ouvrages, et les prix font l'objet d'une nouvelle détermination suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG/TVX.

Sur injonction du maître d'œuvre par ordre de service, et dans le délai fixé par cet ordre, le titulaire est tenu de reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes aux stipulations contractuelles pour les mettre en conformité.

#### ***Travaux sans autorisation :***

Si l'entrepreneur apporte sans autorisation des modifications aux travaux tels qu'ils sont définis par le marché, le maître d'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre, exiger les démolitions, corrections, reprises nécessaires à l'exécution exacte du marché, sans préjudice d'une part des réfections qu'il pourrait exiger sur le montant du marché si ces démolitions, corrections, reprises, entraînent une diminution de la qualité finale des ouvrages, et d'autres part de toute autre incidence, notamment sur les autres travaux.

Le maître d'ouvrage ne doit aucun paiement supplémentaire si les ouvrages modifiés ont entraîné pour l'entrepreneur des dépenses supérieures à celles prévues au marché.

Il est en droit de diminuer le prix du marché du montant des économies si le coût des ouvrages modifiés est moins élevé que celui des ouvrages initialement prévus.

#### ***Travaux urgents intéressant la stabilité :***

Par exception, l'entrepreneur a le droit d'apporter aux ouvrages des modifications qui au cours de l'exécution se révéleraient indispensables à la stabilité des bâtiments et urgentes, à charge pour lui d'en informer le jour même, le maître d'œuvre.

### **14/ COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS**

Chaque entrepreneur ne doit rien faire qui puisse compromettre la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différents corps d'état ni apporter d'empêchement ou de gêne à la surveillance d'ensemble que doit exercer le maître d'œuvre.

La coordination entre les entrepreneurs groupés est assurée par le mandataire commun sous la direction du maître d'œuvre.

### **15/ HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU CHANTIER - RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR VIS À VIS DES OUVRIERS ET DES TIERS**

#### ***Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail***

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas

intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

***Hygiène et sécurité du chantier :***

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets et tous les règlements de police, de voirie ou autres.

Spécialement il doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier, tels que échafaudages, garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc... ou charger de ces vérifications sous sa responsabilité, une personne ou un organisme agréé.

L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

***Responsabilité vis à vis des tiers et des ouvriers :***

L'entrepreneur doit exercer une surveillance continue sur le chantier, pour éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur le site, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier et à celles qui seraient étrangères à celui-ci.

L'entrepreneur est responsable de tous accidents ou dommages qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes généralement quelconques. Il s'engage à garantir le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

***Protection des ouvrages :***

Jusqu'à la réception des travaux, l'entrepreneur doit assurer la garde des ouvrages et protéger ses matériaux contre les risques de vol et de détournement.

De même l'entrepreneur doit protéger ses ouvrages contre les risques de détérioration.

Pour les matériaux enlevés et réutilisés sur place, un lieu de stockage est à déterminer avec le maître d'œuvre.

## **16/ DÉPENSES D'INTÉRÊT COMMUN**

L'entrepreneur a à sa charge pendant la durée des travaux les dépenses d'investissement et d'entretien de chantier telles définies ci après, ainsi que les frais de remise en état de la voirie, des réseaux divers éventuellement détériorés, les frais de réparation ou de remplacement des fournitures détériorées ou détournées si l'auteur des dégradations ne peut être découvert.

***Dépenses d'investissement :***

Chaque entreprise devra exécuter à ses frais, les trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui lui est attribué.

***Dépenses diverses :***

Le lot garde-corps devra remettre un projet de compte prorata.

- Les frais de gardiennage (si nécessaire)
- Les frais d'électricité, d'eau et de téléphone (si nécessaire)
- ....

***Dépenses d'entretien :***

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, selon la gestion compte prorata :

- Les frais de gardiennage et de fermeture provisoire des bâtiments

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée. Elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets.

## **17/ CONDUITE DES TRAVAUX**

### ***Visites et investigations :***

L'entrepreneur ne doit pas s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage estime nécessaires de faire pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquelles le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle qu'elle est communiquée à l'entrepreneur.

### ***Ordres de service :***

Le maître d'œuvre adresse à l'entrepreneur les ordres de service :

- De démarrer les travaux
- D'avoir à démolir ou corriger les ouvrages
- D'avoir à retirer et remplacer les fournitures et approvisionnement défectueux
- De prendre les mesures nécessaires pour assurer la bonne exécution des travaux
- De prendre les mesures nécessaires pour respecter le calendrier d'exécution.

Si l'entrepreneur estime que les ordres de service qui lui sont adressés sont contraires à ses obligations contractuelles ou les excèdent, il devra formuler ses réserves dans un délai de 15 jours à dater de leur réception.

Si le maître d'ouvrage qui en principe se l'interdit, donne directement des ordres à l'entrepreneur, celui-ci doit avant toute exécution, dénoncer au maître d'œuvre tous avis, directives ou instructions qui lui seraient proposés ou donnés par le maître d'ouvrage afin que le maître d'œuvre puisse apprécier qu'il puisse y être donné suite.

Au cas où la mesure envisagée paraîtrait soit au maître d'œuvre soit à l'entrepreneur, de nature à entraîner des désordres dans l'avenir ou à comporter des risques, le maître d'œuvre, ou l'entrepreneur, en exposerait les raisons au maître d'ouvrage afin que celui-ci puisse en prendre une décision définitive dont il supporterait alors les conséquences.

### ***Examens, essais et épreuves :***

Les examens, essais et épreuves doivent être pratiqués en temps utiles par le maître d'œuvre ou à sa demande par l'entreprise dans les conditions imposées par les CCTP.

### ***Attachements :***

Sont à prendre en attachement, tous les travaux temporaires ou cachés qu'il serait impossible ultérieurement de relever ou de métrer.

L'entrepreneur établit l'attachement et le propose à la signature du maître d'œuvre en temps voulu pour que la vérification soit possible.

Si le maître d'œuvre n'a pas dans un délai de 15 jours suivant la réception, prononcé par écrit son refus motivé de signer, les attachements sont réputés acceptés.

## **18/ ÉVACUATION DES CHANTIERS**

L'entrepreneur doit enlever du chantier à la date prévue au calendrier d'exécution, et à défaut d'indication, dans le délai de 10 jours à dater de la réception, le matériel de l'entreprise, les matériaux refusés ou en excédent, les installations de chantier, y compris leurs fondations, les déchets de toute nature. (ART 37 CCAG/TVX)

Si cela n'est pas fait, le maître d'ouvrage peut 30 jours après mise en demeure de procéder à l'enlèvement, faire transporter à la décharge publique, déposer sur des terrains pris en location et vendre aux enchères publiques, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais de l'entrepreneur et sans qu'il puisse faire de réclamation.

En cas de vente aux enchères, le décompte définitif de l'entrepreneur sera augmenté du produit de la vente et diminué des frais engagés.

## 19/ RÉCEPTION

Les dispositions des articles 41 à 44 du CCAG/TVX s'appliquent.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

La réception finale en fin de chantier de l'ensemble des équipements se fera en présence d'un représentant du maître d'ouvrage et de l'entreprise adjudicatrice.

### ***Avant réception des travaux :***

Le nettoyage de chaque zone concernée par les travaux sera assuré par l'entreprise titulaire, au titre du planning de principe contractuel.

L'entrepreneur devra, en fin de chantier, restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

### ***Après réception des travaux :***

Un procès-verbal (PV) établi par le maître d'ouvrage sera transmis par voie dématérialisée avec demande d'accusé réception à l'entreprise pour notification.

Dans le cas où des réserves figureraient sur le PV de réception, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrables pour les contester. Sans observations de sa part dans ce délai, il est réputé les avoir tacitement acceptées. Les travaux demandés devront alors être exécutés dans un délai maximum de 15 jours ouvrables.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux par une autre entreprise de plein droit, sans autre formalité aucune et à la charge de l'entreprise défaillante.

## 20/ GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT

Le seuil minimum de garantie est fixé à un an (dans le cadre du parfait achèvement tel que défini à l'article 44 du CCAG/TVX).

Durant cette période, l'entreprise sera tenue de remédier à tout désordre nouveau, y compris dans les menus travaux, elle devra procéder à ses frais

(déplacements, pièces et main d'oeuvre), au remplacement de tout élément défectueux de l'installation dans les plus brefs délais. Les fournitures et les réparations seront garanties pendant

un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

## 21/ PAIEMENT

### ***Établissement des factures***

Les factures rédigées en français et libellées en euros seront établies et transmises par voie dématérialisée sur le portail Chorus PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Rapide, simple et gratuit, il vous permet de suivre le paiement de vos factures.

Ces factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, l'adresse et le SIRET du titulaire,
- la date d'émission de la facture,
- la référence et la date du marché,
- le numéro de l'engagement juridique (EJ) qui sera transmis lors de la notification du marché,
- la domiciliation des paiements (numéro du compte bancaire ou postal du titulaire),
- le montant hors taxe des travaux,
- le taux et le montant des taxes applicables au montant des travaux,



- le montant toutes taxes comprises des travaux,
- le numéro de l'ordre de service,
- le détail des travaux,
- le tampon de la société,
- la signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la société.
- 

Les factures ne comportant pas ces indications seront renvoyées au titulaire pour être complétées.

### ***Paiement***

Les règlements sont effectués par virement au compte courant ouvert au nom du titulaire tel que précisé dans l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire principal des paiements est :

La direction régionale des finances publiques de la Guyane

Rue Fiedmond

BP 7016

97306 CAYENNE CEDEX

### ***Avances :***

Une avance est accordée au titulaire d'un marché public lorsque le montant initial du marché public ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (article R2191-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance (article R2191-5).

*Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. (article R2191-7).*

Le présent marché prévoit 20 % d'avance.

### ***Délais de règlement***

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de trente jours (30) calendaires à compter de la date de réception de la facture dématérialisée par le service exécutant dès lors que le portail Chorus PRO est utilisé comme mode de transmission ou à compter de la date de réception de la facture adressée par voie postale à ce même service exécutant.

*Le défaut de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit au profit du titulaire, sans autres formalités, des intérêts moratoires.*

### ***Retenue de garantie :***

Une retenue de garantie de 5% sera prélevée par fraction sur chacun des versements. Cette retenue de garantie a pour objet de couvrir des réserves à la réception des travaux, ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie (durée pendant laquelle le pouvoir adjudicateur peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception - article R2191-32 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique).

*A l'expiration du délai de garantie (12 mois à compter de la date de parfait achèvement des travaux), le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles (tel que défini à l'article 44 du CCAG/TVX) et la retenue de garantie sera libérée.*

***Intérêts moratoires :***

Après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, les retards de paiement ouvrent droit pour l'entrepreneur, au paiement d'intérêts moratoires, calculés sur la base du taux des intérêts moratoires de l'année en cours.

**22/ CONTESTATION*****Mise en demeure :***

Lorsque l'une des parties ne se conforme par aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire dans un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours sauf cas particuliers prévus au CCAP.

***Règlement amiable***

Le règlement amiable des différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché s'effectuera dans le cadre des articles R2197-1 et suivants de l'ordonnance n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, après accord réciproque des parties au contrat.

***Arbitrage :***

Pour le règlement des contestations qui peuvent s'élever, les parties contractantes doivent se consulter pour examiner l'opportunité de soumettre leur différend à un arbitrage, ou pour refuser l'arbitrage.

***Tribunal compétent :***

Les litiges qui n'auraient pu être réglés par arbitrage sont portés devant le tribunal du lieu d'exécution des travaux.

Adresse :

Tribunal Administratif de Cayenne

7, rue Schoelcher

97305 CAYENNE CEDEX

Tél : 05 94 25 49 70

**23/ RÉSILIATION**

L'administration se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnités et de suspendre les paiements si le titulaire du marché ne fournit pas strictement l'ensemble des prestations prévues au marché.

Les dispositions du chapitre VI du CCAG/Travaux s'appliquent.

***Résiliation de plein droit avec indemnité :******Résiliation aux torts de l'une quelconque des parties :***

Le marché pourra être résilié de plein droit aux torts de l'une des parties et sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire :

- Après mise en demeure dans tous les cas où les dispositions du CCAG et du CCAP prévoient cette faculté de résiliation ;
- Sans mise en demeure, en cas de défaillance dûment constatée de l'une quelconque des parties.

***Résiliation aux torts de l'entrepreneur :***

Le marché pourra être résilié de plein droit sans accomplissement d'aucune formalité judiciaire aux torts de l'entrepreneur :

- Après mise en demeure en cas d'abandon de chantier
- Sans mise en demeure dans le cas de tromperie grave et dûment constatée sur la qualité des matériaux ou sur la qualité d'exécution des travaux et en cas de sous-traité ou d'apport du marché en infraction avec les dispositions prévues.

**Conséquences de la résiliation du marché :****Constatation de l'état des travaux :**

Dans tous les cas de résiliation, il est procédé à la constatation des travaux exécutés à la date de la résiliation.

Le règlement sera effectué sur la base de cet état, après liquidation des indemnités éventuellement dues

**24/ ASSURANCES ET DISPOSITIONS DIVERSES**

L'entrepreneur doit être assuré contre les risques suivants :

- Effondrement de tout ou partie des immeubles.
- Responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances.
- Responsabilité civile envers les tiers.
- Dégâts des eaux et incendie sur chantier.

L'entrepreneur doit à toute demande, faire la preuve qu'il est assuré contre les risques ci-dessus.

L'entrepreneur est tenu de se soumettre à toutes obligations mises à sa charge par les lois et règlements en vigueur et notamment par les règlements de police, du code du travail et de voirie.

Il doit garantir le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre contre tout recours au cas où leur responsabilité serait engagée du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ces obligations.

**25/ DÉROGATION**

L'article 8 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 31.1 du CCAG/TVX.

L'article 11 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 19.3 du CCAG/TVX.